Mouvements populaires et sortie de crise (XIX^e - XX^e siècles)

Michel Hector

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/557>

DOI : 10.4000/plc.557

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1998

Pagination : 71-95

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Michel Hector, « Mouvements populaires et sortie de crise (XIX^e - XX^e siècles) », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 10 | 1998, mis en ligne le 05 mai 2011, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/plc/557> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/plc.557>

Mouvements populaires et sortie de crise (XIX^e – XX^e siècles)

par Michel HECTOR
Université d'Etat d'Haïti

“ A la vérité, consciemment ou non, c’est toujours à nos expériences quotidiennes que, pour les nuancer, là où il se doit, de teintes nouvelles, nous empruntons en dernière analyse les éléments qui nous servent à reconstituer le passé : les noms mêmes dont nous usons afin de caractériser les états d’âmes disparus, les formes sociales évanouies, quel sens auraient-ils pour nous si nous n’avions d’abord vu vivre des hommes ? ”

Marc Bloch

INTRODUCTION

L’Histoire sociale haïtienne permet de faire ressortir, dans la période comprise entre 1843 et 1986, la réitération de grandes mobilisations politiques pour la matérialisation d’une (même) triple aspiration. L’établissement d’un régime démocratique, la modernisation économique et l’intégration réelle dans la communauté nationale de la grande majorité des populations déshéritées des villes et des campagnes forment trois objectifs majeurs exprimés dans les principaux conflits politiques et sociaux d’hier et d’aujourd’hui. En d’autres termes, il s’agit de démocratiser le régime politique, moderniser la vie économique, socialiser l’Etat. En réalité, l’expression conjointe de ces desiderata n’est pas explicitement formulée dans le cadre d’un programme propre à chacun des moments les plus marquants de nos luttes sociales. Cependant ces revendications

constituent, d'une façon ou d'une autre, la base à partir de laquelle se structurent tous les développements importants de la protestation populaire en 1843 (avec Acaau), 1867 (avec Salnave), 1946 et 1956 (avec Fignolé) et 1986 pour ne retenir que ces dates.

Un tel constat conduit naturellement à un problème essentiel. Comment le système politique, malgré toutes ces commotions dramatiques accompagnant une transformation substantielle de son orientation et de ses pratiques, est-il pourtant parvenu à maintenir les aspects fondamentaux de son mode de fonctionnement arbitraire et autocratique au service exclusif des oligarchies traditionnelles, tout en opérant ici et là quelques modifications de circonstance ? La réponse à cette question exige la prise en considération, dans la formation sociale haïtienne, de la capacité ponctuellement amplifiée des rapports sociaux archaïques à renouveler les mécanismes de soutien de leur équilibre interne chaque fois qu'ils se trouvent en face d'une vigoureuse poussée des exigences de changement de la part des secteurs populaires. De là se dégage une double préoccupation. La première concerne la nature même de ces divers moments de crise, ou de déséquilibre prolongé, du système sous la pression d'une forte contestation sociale. La seconde se réfère à la dynamique propre des structures politiques dominantes, dans le contexte de leur environnement respectif, en vue de surmonter les difficultés créées par les bouleversements temporaires dus à l'action populaire, et en vue de retrouver le sens et leur mode d'existence coutumière. En d'autres termes, il s'agit de répondre ponctuellement aux questions suivantes : quel type de crise et comment, dans chaque cas, celle-ci a-t-elle été surmontée ? Au fond, le traitement de ces deux problèmes considérés dans leur constante interaction, nous introduit au cœur de l'aspect relatif à la reproduction, jamais identique à travers le temps, des éléments marquants du système.

C'est surtout dans cette perspective que nous nous proposons d'aborder la problématique des sorties de crise dans le contexte des mouvements populaires anti-systèmes, tels qu'ils se sont déroulés dans le pays. Nous entendons par **sortie de crise** l'ensemble des stratégies (objectifs, orientations, méthodes, instruments), mises en œuvre par les différents acteurs, engagés dans les conflits multiformes qui se

déroulent avec une intensité particulière, dans le cadre d'une crise systémique généralisée. Ces stratégies visent à trouver une issue permettant de mettre fin aux fortes et multiples tensions générées par la très grande turbulence sociale du moment. Nous écartons les luttes pour l'indépendance et le rôle matriciel joué dans leur développement par les couches distinctes de cultivateurs. Ces deux aspects relèvent de la formation de l'Etat-nation. Nous nous intéressons plutôt à la période postérieure, en particulier à celle introduite à partir de 1843, date initiale du développement de la première grande crise avec une remarquable mobilisation populaire. Précisément, dans une première partie nous essaierons de dégager les caractéristiques générales de ces types de crise qui tendent à mettre en cause l'ensemble du système. Ensuite nous envisagerons les politiques mises en vigueur pour assurer, dans le cadre de la continuité sauvegardée, une certaine sortie à de telles situations.

I. – CARACTÉRISTIQUES DES CRISES SYSTÉMIQUES

Dans la trame des bouleversements importants qui ont secoué la formation sociale haïtienne, les crises systémiques revêtent une signification particulière tant par leur nature et leurs manifestations que par leurs résultats. D'une part, elles concrétisent, en général, des moments d'intense accentuation de la mobilisation pour ces demandes, plus que séculaires, de modernisation de la société. D'autre part, elles constituent, dans l'évolution socio-historique, de véritables "nœuds stratégiques", dont le dénouement laisse chaque fois, d'une façon ou d'une autre, des marques plus ou moins durables dans le système global établi. Aussi leur caractérisation se révèle indispensable pour une correcte détermination de leur poids dans le déroulement des événements survenus au cours des grandes périodes d'agitation populaire.

Succédant à des phases de relative stabilité durant lesquelles le mode d'organisation de la société se reproduit de manière plus ou moins routinière, les grandes crises de 1843-1848, 1867-1870,

1908-1915 et 1986-1994¹ posent toutes, au cours de leur développement respectif, des exigences pressantes de mutations qualitatives dans la vie politique, économique et sociale de leur époque. Elles signifient une mise en cause ouverte (et parfois violente), par de larges secteurs de la population, de la longue inadéquation existant entre l'archaïsme des structures de domination et les nécessités de plus en plus impérieuses d'une véritable intégration nationale. A ce compte, elles façonnent des saillies bien particularisées dans le permanent déséquilibre structurel qui conditionne en profondeur l'histoire des XIX^e et XX^e siècles.

Dans cette perspective, chacune de ces périodes de perturbations politiques relativement longues et profondes, correspond en fait à une phase de crise du système de société, crise au cours de laquelle tous les champs structurant la vie sociale se trouvent plus ou moins affectés. On peut parler, en d'autres mots, *de crise systémique généralisée ou multisectorielle*, qui se caractérise à la fois par une significative et intense mobilisation populaire, une grande instabilité du régime politique sur un fonds d'affaiblissement accentué de l'Etat et par une marquante aggravation des conditions d'existence de nombreuses catégories de travailleurs, dans le cadre, soit d'une chute du volume de certaines productions clés, soit surtout d'un avilissement prolongé de la valeur monétaire d'importantes sources de la richesse nationale. Ce type de crise ne se réduit donc pas à un simple dysfonctionnement momentané dans la succession des gouvernements. Il "constitue plutôt un véritable processus avec son rythme propre, ses temps forts, ses temps faibles, ses hauts et ses bas, et peut parfois s'étendre pendant longtemps (...)"².

¹. L'année 1994 marque bien la fin d'une des diverses étapes du déroulement de la crise ouverte en 1986.

². Poulantzas N., "Las transformaciones actuales del Estado, la crisis política y la crisis del Estado" in Varios, *El marxismo y la crisis del Estado*, Universidad Autonoma de Puebla, 1977, pp. 23-65.

La mobilisation populaire : un trait essentiel

Les mobilisations populaires directes ou indirectes contre le régime politique représentent incontestablement un des éléments essentiels de la caractérisation de ce type de crise. En effet, même quand parfois ces mobilisations n'assimilent pas encore les revendications et les luttes à l'échelle de l'Etat à une véritable mise en cause de ce dernier, (cependant) elles se proposent toujours d'opérer des changements au niveau de l'appareil gouvernemental. En ce sens, elles ne peuvent être assimilées aux mouvements pré-politiques brillamment étudiés par E. Hobsbawm³.

Le degré de la mobilisation populaire, dans l'un ou l'autre de ces moments d'agitation sociale, joue en même temps le rôle de reflet et d'accélération de l'extension de la crise. De 1843-1848 à 1986-1994, en passant par 1867-1870 et 1908-1915, cette mobilisation connaît naturellement des intensités différentes. De caractère régional en 1843-1848 ainsi qu'en 1908-1915, elle se généralise en 1867-1879 et 1986-1994. C'est ce dernier aspect qui tout d'abord provoque un niveau élevé de polarisation des forces de classe en conflit. En effet, malgré la division à l'échelle nationale au sein même de fractions déshéritées de la paysannerie (entre Cacos et Piquets) dans les luttes de 1867-1870, le fait même du déploiement de l'activité contestataire des couches subalternes, simultanément dans des régions de l'Ouest, du Sud et du Nord, confère à la crise systémique de ces années-là une intensité jamais connue jusqu'alors et peu comparable, à ce compte, avec la situation que vivra le pays quelque quarante ans plus tard. Au-delà des rivalités politiques, il s'agit, nous dit Auguste Magloire, d'une véritable "guerre de situations sociales" entre la "bourgeoisie" et d'importants secteurs sociaux qualifiés de "prolétaires", même si la guérilla paysanne du Nord-Est (les cacos) est elle-même largement utilisée pour combattre l'avancée populaire, matérialisée dans

³. Hobsbawm E., *Rebeldes primitivos, Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Editorial Ariel, Barcelona, 1974.

l'alliance de fait entre les Piquets du Sud et des couches populaires de la capitale et de certaines villes de province pour défendre le même gouvernement⁴.

On peut comprendre alors que le développement du mouvement populaire se manifestant sur tout le territoire et touchant toutes les catégories sociales laborieuses ainsi que son identification avec un leadership unique à partir de 1990 aient donné à la crise systémique de 1986-1994 un degré de polarisation jamais atteint dans le passé. Outre l'intensité, la variété et la violence des affrontements, cette très forte polarisation se traduit également par une très grande distance entre les acteurs. Celle-ci est démontrée par cette immense difficulté à établir le dialogue, et par cette quasi totale inexistence d'une culture politique de compromis, permettant de trouver des solutions qui tiennent compte des divers intérêts en jeu. Enfin cette polarisation extrême, dans un cadre de faiblesse organisationnelle très marquée, est à la fois cause et effet de la carence des ressources politiques internes dont disposent les principaux camps adverses pour résoudre eux-mêmes la crise. Voilà donc ce qui expliquerait le poids déterminant des facteurs externes dans la solution mise en application pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Le degré de polarisation des forces antagoniques et la qualité de l'extension de la mobilisation des catégories sociales dominées, sont en définitive étroitement liés dans ces périodes d'intenses conflits politiques et sociaux, au cours desquelles l'activité des masses joue un rôle capital. L'interaction entre la polarisation des forces opposées et le niveau atteint par la mobilisation de la population exerce une influence décisive tant sur la nature, l'ampleur et la portée de la crise, que sur les mécanismes mis en œuvre pour assurer la sortie de ces situations de mise en cause du système. D'une façon générale, les luttes socio-politiques haïtiennes considérées à travers les phénomènes historiques constitués par les grands moments d'explosion du mouvement populaire permettent d'établir une différenciation dans les mobilisations anti-système. On aurait celles qui se sont déroulées dans le cadre d'une crise systémique généralisée comme en 1843-1848,

⁴. Magloire Auguste, *Les insurrections*, T. II, p. 350.

1867-1870, 1908-1915, 1986-1994, et celles survenues dans le contexte d'une crise de portée limitée comme par exemple en 1930, 1946 et 1956. Les crises systémiques généralisées peuvent être aussi appelées grandes crises⁵.

Une première remarque s'impose. Par rapport aux autres types de troubles politiques qui ont secoué par intermittence la formation sociale haïtienne, les crises systémiques généralisées se déploient toutes sur un laps de temps relativement plus étendu. La plus courte d'entre elles, celle de 1867, a persisté au cours de trois années consécutives. Aux deux conjonctures critiques de 1843-1848 et 1908-1915, il leur a fallu au moins une demi-décennie d'affrontements avant qu'elles aboutissent à une sortie de relatif apaisement. Quant à celle initiée en 1986, elle atteint le record de durée en se prolongeant jusqu'en 1994, date à partir de laquelle on peut raisonnablement espérer la mise en œuvre d'une nouvelle stabilité dans la direction de l'appareil de l'Etat.

Extrême affaiblissement du régime politique

Cette temporalité particulière des grandes crises, nous renvoie directement à une phase d'extrême affaiblissement du régime politique dans un cadre de contestation incessante et universalisée. Dans ces conditions, l'incapacité du système à répondre aux nombreuses et pressantes demandes, ouvertes ou latentes, de larges secteurs de la population s'accroît considérablement. Les exigences populaires pour la sécurité des personnes et des biens, en particulier la garantie des droits de la petite exploitation, la revendication pour des prix et des salaires justes ainsi que pour l'extension de l'instruction aux couches défavorisées, se trouvent clairement formulées dans la crise de 1843-1848. Dans sa proclamation du 15 avril 1844, Acaau fait allusion aux vaines promesses qui avaient été antérieurement faites aux

⁵. Hector M., "Spécificités et fondements socio-historiques de la crise actuelle", Intervention au Colloque international sur les droits de la personne, publiée dans *le Nouvelliste* du 25 janvier et du 27 janvier 1993.

cultivateurs pour “la diminution du prix des marchandises exotiques et l’augmentation de la valeur de (leurs) denrées”⁶. Ailleurs, dans un de ses appels, il réclame la généralisation de l’instruction publique et la distribution des terres aux paysans⁷.

En réalité, ces revendications basiques sont reprises isolément ou simultanément, de manière explicite ou implicite, dans toutes les périodes suivantes de grandes agitations sociales. Pour un Etat traditionnellement faible, ces fortes poussées revendicatives laissent aux gouvernements en place à ces moments-là une marge de manœuvre encore plus réduite qu’à l’accoutumée. Une telle situation conduit rapidement à la rupture du consentement-résignation qui existait jusque là et qui favorisait le maintien du statu quo. Alors, le régime politique parvient de plus en plus difficilement à faire exécuter les mesures administratives indispensables en vue d’assurer le fonctionnement régulier de l’ensemble de la machine gouvernementale. En d’autres mots, ce sont presque toutes les capacités du système politique qui connaissent subitement une considérable réduction de leurs possibilités d’action. En effet, le système ne peut plus comme auparavant recevoir des demandes, distribuer des réponses, régler des conflits, produire et diffuser des symboles capables de maintenir et renforcer la cohésion sociale⁸. En ce sens, il s’agit donc, pour reprendre une indication de J. Habermas, d’une crise à la fois de légitimité et de rationalité⁹.

⁶. Madiou Th., *Histoire d’Haïti*, Tome VIII, (1843-1846), Port au Prince, Editions Henri Deschamps, 1991, p. 134.

⁷. Extrait d’un appel d’Acaau cité par Charmant A., *Haïti vivra-t-elle ?*, Tome I, 2^e éd., Havre imprimerie et Lithographie F. Le Roy, 1905, XXXIII-XXXIV.

⁸. Sur la notion de capacité politique voir ...*Diccionario de política*, México, Siglo XXI, 1981.

⁹. Habermas J., *Problemas de legitimación en el capitalismo tardío*, Buenos Aires, Amorrortu editores, Cuarta reimpresión 1991, p. 64.

Considérable aggravation des conditions de vie des couches populaires

Un dernier élément de caractérisation de ces grandes crises réside dans une brusque détérioration de la situation économique des couches populaires en ces moments très agités. A la vérité, ces périodes d'importantes commotions politiques concordent tout d'abord, et dans la plupart des cas, avec des années de baisse sensible, soit dans le volume de la production, soit dans les prix des principales denrées d'exportation. De 1841 jusqu'à 1848 inclusivement, les prix du café dégringolent de manière continue. Une remontée s'amorce, ô coïncidence, l'année postérieure à la liquidation de la rébellion paysanne¹⁰. Il est à remarquer que malgré la chute des prix, la production de cette même denrée ne semble pas avoir connu un affaissement remarquable si l'on tient compte des données disponibles sur les mouvements des exportations au cours de ces mêmes années¹¹. La grande crise de 1867-1870 se déroule également dans une atmosphère d'avilissement des prix du café et surtout du coton¹².

Quant à la période de troubles chroniques survenus entre 1908 et 1915 elle ne semble pas avoir été accompagnée du phénomène d'affaissement des prix et du volume de production du café. Tout le cycle 1906/1907 – 1919/1920, selon G. Pierre correspond à une phase de croissance soutenue pour l'économie nationale en générale¹³. On assiste par exemple, entre 1910 et 1915, à une augmentation continue du volume du café et à une remontée spectaculaire des cours de ce produit sur le marché international, dépassant le double et parfois le

¹⁰. Joachim B., *Les racines du sous-développement en Haïti*, Prix Deschamps 1979, p. 209.

¹¹. Marte R., *Estadisticas y documentos históricos sobre Santo-Domingo (1805-1890)*, p. 85 – voir également Tunier A., *Les Etats-Unis et le marché haïtien*, p. 130 et 136.

¹². Georges Adam A., *Une crise haïtienne 1870-1869 : Sylvain Salnave*, Prix Deschamps, 1982, pp. 76-80.

¹³. Pierre G., *La crise de 1929 et le développement du capitalisme en Haïti*, inédit.

triple de la cote antérieure¹⁴. La crise systémique de la seconde décennie du siècle ne se déroule donc pas comme par le passé, dans un climat de détérioration économique au niveau des facteurs de production et des prix des principales denrées d'exportation. Tandis que celle qui secoue la société haïtienne depuis 1986 s'inscrit parfaitement dans la tradition de concordance entre les aspects relatifs à la production et ceux concernant d'autres domaines de la vie nationale¹⁵.

Cependant la question de la vie chère rejaillit dans toutes les grandes crises du pays sans aucune exception. Celles-ci représentent des moments aigus de rareté, de dépréciation de la monnaie et de hausse des prix des articles de première nécessité. Par exemple, le gouvernement de Boyer reconnaît lui-même la dureté de la situation dès la fin des années 30. Dans une proclamation du 20 juillet 1837, il admet que "la rareté des objets de première consommation faisant hausser leur prix, a rendu plus difficile la subsistance du peuple (...)"¹⁶. Au fil des ans qui précèdent l'explosion de 1843, cette situation persiste en s'aggravant. Voici ce qu'écrivit un témoin de l'époque :

"La misère du peuple augmentait à vue d'œil, tant par la diminution du prix des produits indigènes, que par la hausse des marchandises étrangères, occasionnée par le retrait des billets de dix gourdes à cinquante gourdes le doublon ; et bien que ces billets se trouvassent entre les mains du haut commerce, il ne manqua pas de réparer ses pertes sur les consommateurs, en augmentant immédiatement le prix de ses marchandises (...)"¹⁷.

Les témoignages abondent sur l'acuité du problème de la vie chère au cours de la grande crise 1867-1870. Dénoncés en fait dès

¹⁴. Gaillard G., *L'expérience haïtienne de la dette extérieure ou une production caféière pillée (1878-1915)*, pp. 94-96 ; voir aussi Dalencourt F., *Précis méthodique d'Histoire d'Haïti*, Imp. chez l'auteur, Port au Prince, 1935, p. 20.

¹⁵. Cadet Ch., "Crise multi dimensionnelle", *Chemins Critiques*, Vol. 2, n° 2, septembre 1991, pp. 55-89, voir aussi *La République haïtienne* (3.d., Barthelemy G. et Girault C.), Paris, Karthala, 1993, "La crise économique", pp. 267-293.

¹⁶. *La feuille du commerce*, n° du 23 juillet 1837.

¹⁷. Dubois François Elie, *Précis historique de la Révolution haïtienne de 1843*, Paris, Imprimerie de P. A. Bourdier, 1866, p. 53.

1865, les méfaits de la situation s'aggravent par les mauvaises récoltes, la guerre civile, la spéculation. Les raretés s'accroissent et les prix entrent dans une course folle. Il y a là une situation typique des crises d'ancien régime¹⁸. Pour protéger les populations, les autorités sont obligées de prendre des dispositions particulières : étatisation du commerce d'exportation et d'importation (du moins de certains produits), établissements de magasins d'Etat, contrôle des prix. Ces mesures n'entraînent qu'un allègement tout relatif, car en période de crise généralisée, l'Etat n'a pas les moyens d'assurer efficacement l'application de ces décisions¹⁹.

La remontée du volume et de la valeur des denrées d'exportation, principalement du café, entre 1910 et 1915, n'empêche pas que se manifeste le problème de la vie chère au cours de la profonde commotion précédant l'Occupation américaine. Dans les années 1911 et 1912, la presse consigne en plus d'une occasion le maintien de la hausse des prix des produits de première nécessité, malgré la baisse du taux de change²⁰. A partir de 1913, la guerre civile, le gâchis administratif et financier, la dépréciation accélérée de la monnaie, les catastrophes naturelles (comme par exemple les épidémies de fièvres typhoïdes), tout cela contribue à créer un grand malaise social malgré le prix élevé du café. " Le change monte à 800 %, la misère est affreuse " écrit R. Bobo en 1915²¹. Ce sont naturellement les secteurs populaires qui font les frais de cet état de chose. Il s'agit donc d'une situation désastreuse sur les plans politique, financier et social mais profitant à une minorité et mettant bien en

¹⁸. Les crises d'ancien régime, caractérisées par l'historien E. Labrousse, sont dues à des phénomènes de rareté qui eux-mêmes provoquent des hausses de prix. Elles s'opposent aux crises modernes de surproduction. Voir Jean Bouvier, *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains*, Paris, Sedes, 1982.

¹⁹. Georges Adam A., *op. cit.* ; plusieurs indications sur cette question dans Doubout J.J., *Haïti, Féodalisme ou capitalisme*, Abécé, 1973.

²⁰. Desquiron J., *Haïti à la une. Une anthologie de la presse haïtienne de 1734 à 1934*, Tome III, 1909-1917, L'Imprimeur, 1995, p. 71 et 87.

²¹. Cité par Dalencourt F., *op. cit.*, p. 132.

relief l'épuisement des structures archaïques établies depuis environ un siècle²².

Pour la grande crise contemporaine, c'est-à-dire celle que nous vivons actuellement, déjà en 1992 un auteur reconnaît avec raison que " la lutte contre la vie chère constitue la revendication économique la mieux partagée et la moins controversée de toutes celles qui s'expriment depuis février 1986 " ²³. Depuis cette constatation, le coup d'état, l'embargo qui s'ensuit et la politique néo-libérale en vigueur au cours de toutes ces années, n'ont fait qu'aggraver considérablement la situation non seulement en ce qui concerne la hausse des prix mais aussi la baisse trop sensible des revenus. Voilà ce que nous en dit l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique :

" Cette hausse générale des prix serait donc consécutive d'une part, à une rareté de l'offre de produits sur le marché interne, en témoigne la baisse enregistrée au niveau des secteurs agricoles et industriels notamment la réduction de 10,45 % de la production des industries travaillant pour le marché local et la contraction des importations (- 0,87 %) particulièrement celle des importations alimentaires (- 20 %) et d'autre part à la montée fulgurante de la décote de la gourde " ²⁴.

En considérant la constante manifestation de ce problème non seulement à travers toutes les importantes commotions sociales du pays, mais aussi au cours de nombreux moments de calme social relatif, on peut bien partager l'opinion de l'économiste Charles Cadet qui, pour caractériser la situation haïtienne dans ce domaine, parle de " tendance lourde " à une " paupérisation massive " de la société, s'aggravant à certains moments de la vie nationale²⁵. Dans le contexte qui nous intéresse, comprendre le pourquoi d'une telle permanence nous conduit aussi à l'analyse des politiques de sortie de crise.

²². Voir Joachim B., *op. cit.*, pp. 215 et 235 ; Gaillard G., *op. cit.*, p. 96 ; Manigat L., *L'Amérique latine au xx^e siècle 1889-1929*, Paris, Seuil, 1991, p. 333.

²³. Deshommes F., *Vie chère et politique économique en Haïti*, L'Imprimeur II, 1992, p. 5.

²⁴. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, *Cahier de conjoncture*, octobre à décembre 92, Mars 1993, p. 18.

²⁵. Cadet Ch., *Crise paupérisation et marginalisation dans l'Haïti contemporaine*, (sous-presses).

Mais avant, il importe de souligner que ni la mobilisation populaire, ni l'accentuation de la détérioration des conditions de vie de la population ne suffisent à elles seules pour caractériser une grande crise. Ces deux réalités doivent s'imbriquer au troisième élément constitué par l'extrême affaiblissement du régime politique. C'est l'absence de la conjonction de ces trois facteurs dans une dynamique relationnelle qui explique pourquoi les bouleversements de 1930, 1946 et 1956, malgré leur importance, n'ont pas débouché sur ce qu'on peut appeler une grande crise. En effet, au cours de chacune de ces conjonctures, l'Etat dispose de suffisamment de ressources coercitives, politiques et idéologiques, lui permettant de maîtriser plus ou moins rapidement la situation. Dans les grandes crises au contraire, les résistances se manifestent plus fortement et surtout plus tenacement. Les politiques de sortie sont alors mises en œuvre plus difficilement et exigent par dessus tout un temps plus long pour leur aboutissement.

II. – LES POLITIQUES DE SORTIE DE CRISE

Les mouvements populaires constituent, avons-nous déjà signalé, une des composantes essentielles de ces quelques grandes crises qui ont jalonné notre histoire. Du point de vue de ceux qui ont vécu ces dernières, les ont supportées, en ont bénéficié et surtout de ceux qui ont agi pour les résoudre dans un sens ou dans l'autre, la canalisation et le contrôle de ces tumultueuses mobilisations des masses anonymes ont représenté une préoccupation capitale. Dans cette perspective, toutes les politiques mises en œuvre par les classes dominantes au cours des crises multisectorielles de 1843-1848, 1867-1870, 1908-1915 y compris celle de 1986 à nos jours, visent fondamentalement à réduire le plus possible la capacité novatrice de l'action populaire afin d'assurer le retour à l'ordre dont d'ailleurs la crise symbolise totalement le contraire, c'est-à-dire le désordre.

Comme il n'a jamais été question, dans l'une ou l'autre de ces périodes de crise systémique généralisée, d'assumer le désordre pour la construction d'un nouvel état de choses, le combat mené dans chacune d'entre elles pour le rétablissement de l'ordre, réfère avant tout à la préservation de l'ensemble des principes et modes d'organisation de la

société, lesquels ont été affectés d'une manière ou d'une autre par l'intense activité de la contestation populaire. D'où la nécessité de maîtriser ce phénomène perturbateur. Pour y parvenir divers moyens sont utilisés, comme la constitution d'une alliance de forces hostiles au mouvement populaire, le développement de l'affrontement violent à grande échelle, et la mise en œuvre de certaines réformes qui, au fond, ne mettent pas en péril la continuité du système.

Coalition anti-populaire, intervention étrangère et sortie de crise

La construction par les classes dominantes d'une forte coalition politique, mettant en échec toutes les perspectives de réalisation et de renforcement d'une alliance populaire, s'est révélée historiquement un élément clé dans la sortie de certaines de ces conjonctures critiques d'effervescence collective que constituent les grandes crises. En 1843-1848, de même qu'en 1867-1870, ce facteur a joué un rôle primordial dans le rétablissement de l'ordre global du système de société par les forces politiques internes. Ce n'est pas le cas en 1908-1915, ni en 1986-1994. Dans ces deux derniers moments, la coalition anti-populaire, quand bien même elle parvient à se constituer, est loin de représenter l'apport principal dans la restauration d'une relative stabilité. Pour ce faire, il a fallu à chaque fois l'intervention armée étrangère. Ces constatations très générales conduisent au problème de l'existence des coalitions conservatrices, des potentialités réelles de celles-ci pour déboucher sur des sorties de crise, et enfin du rôle des forces étrangères dans les phases de particulière accentuation des conflits politiques et sociaux.

Il est maintenant admis que dans la crise de 1843-1848, une fois la rébellion des paysans du Sud en action avec des revendications bien spécifiques, toutes les fractions de classes aisées, antérieurement en conflit entre elles, s'unissent pour défendre leurs intérêts communs menacés. L'entente réalisée autour du président Philippe Guerrier (3 mai 1844 – 15 avril 1845) contre les insurgés du Sud dirigés par Jean Jacques Acaau et Jeannot Jean François dit Jeannot Moline, a été

qualifiée avec raison de “Sainte Alliance”²⁶. Mais, au-delà de l’expérience d’un gouvernement, toute la politique de l’époque jusqu’en 1848, à travers la brièveté du passage des chefs d’Etat au pouvoir, tend au ralliement de toutes les forces possédantes pour vaincre l’insurrection paysanne. C’est pour augmenter la capacité d’action de cette politique de rassemblement anti-populaire que les premiers mandataires de l’époque ont été systématiquement choisis parmi les secteurs les plus aptes à atténuer les contradictions à l’intérieur des classes dominantes²⁷.

La grande crise de 1867-1870 présente également la particularité de l’existence d’une efficace alliance de toutes les forces adverses au mouvement dirigé par Sylvain Salnave. La coalition anti-Salnaviste parvient à disposer d’un décisif potentiel de gouvernement avec la formation des deux Etats séparés du Nord et du Sud, mais étroitement unis dans la détermination d’éliminer “l’ennemi commun”, c’est-à-dire la mobilisation populaire et son président qui portent atteinte aux privilèges des possédants. Et malgré son caractère réactionnaire, cette coalition, entraîne avec elle, comme nous l’avons déjà signalé, une fraction importante de la paysannerie, celle des rudes combattants du Nord-Est, augmentant ainsi considérablement sa capacité de remporter la victoire²⁸.

Les ambitions dominatrices des Etats-Unis d’Amérique du Nord et des principales puissances capitalistes de l’Europe ainsi que l’influence du jeu politique en République dominicaine ont joué un rôle décisif dans l’issue de toutes ces crises systémiques qui ont secoué la vie nationale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Quant au thème relatif au poids direct ou indirect de la situation de l’Etat voisin dans les sorties de crise en Haïti, il pourrait bien faire l’objet d’une intéressante étude qui mettrait en même temps en relief les réseaux de solidarité tissés dans les luttes socio-politiques menées dans les deux pays au

²⁶. Moïse Cl., “Constitutions et luttes de pouvoir en Haïti”, Tome I, *La faillite des classes dirigeantes (1804-1915)*, Montréal, CIDHICA, 1988, pp. 106-107.

²⁷. Doubout J. J., *op. cit.*

²⁸. Georges Adam A., *op. cit.*, pp. 153-160 ; également Moïse C., *op. cit.*, pp. 161-164.

cours de ces périodes difficiles. Pour le moment, nous nous limitons à signaler la récurrence d'une certaine présence politique dominicaine ainsi que nord-américaine et européenne dans le déroulement et la fin des conflits.

Durant toute la crise de 1843-1848 se manifeste clairement un double mouvement : la collaboration entre les opposants haïtiens et dominicains à la longue dictature boyériste en place dans les deux pays, ainsi que l'action ouverte des représentants de France, Grande Bretagne, d'Espagne et des Etats-Unis d'Amérique du Nord²⁹. Les parties en conflit au sein des couches dominantes recherchent les unes et les autres l'appui et la protection de l'étranger. La France se révèle particulièrement active. Elle met tout en œuvre, à travers ses agents diplomatiques, pour favoriser le mouvement séparatiste des dominicains et obtenir en retour l'établissement d'un protectorat ou la cession d'une partie du territoire du nouvel Etat³⁰. En 1867-1870, la crise haïtienne s'entrecroise avec les conflits politiques en République dominicaine. Les forces en lutte s'entraident de part et d'autre de la frontière. En même temps les chefs rivaux sollicitent ouvertement, chacun en sa faveur, l'intervention militaire étrangère en échange d'avantages aliénant la souveraineté nationale³¹. Les deux chefs d'Etat haïtien et dominicain, Salnave et Baez s'allient dans leurs luttes contre leurs oppositions armées respectivement dirigées par Saget et Domingue d'un côté ainsi que par Luperon et Cabral de l'autre³². "Jamais le danger de perdre leur indépendance ne fut plus grand pour ces deux peuples et jamais l'alliance de leurs deux gouvernements ne fut plus maladroite, ni le rapprochement et la camaraderie de leurs adversaires ne furent plus adroits, véhéments et justiciers ", nous dit un écrivain dominicain qui ne cache pas sa réprobation pour les deux

²⁹. Luciano Franco J., *Revoluciones y conflictos internacionales en el Caribe, 1789-1854*, La Havane, Academia de Ciencias, 1965, pp. 178 et sq.

³⁰. Price Mars, *La République d'Haïti et la République dominicaine*, voir aussi Arty, Le plan Levasseur, Thèse de doctorat en histoire, Paris, 1980, 697 p. (dactylographiée).

³¹. Magloire A., *op. cit.*, Georges Adam A., *op. cit.*

³². Moya Pons F., *Manual de historia dominicana*, 8^e édition, UCMM, 1984, Santiago R.D., p. 372.

pouvoirs centraux de l'époque, bénéficiant l'un et l'autre d'un certain appui populaire³³. En effet, Baez, comme Salnave, était un caudillo charismatique qui jouissait d'un large soutien chez certaines couches pauvres des populations urbaines dominicaines dans leurs luttes contre les grands commerçants³⁴.

L'influence de la situation politique en République Dominicaine continue à se manifester dans le développement des crises de 1908-1915 et 1986-1994. L'instabilité chronique du pouvoir politique dans la République voisine entre 1911 et 1916 crée un terrain favorable à la mobilisation des cacos insurgés du Nord-Est. L'historien Roger Gaillard dans son étude sur les antécédents immédiats et les premières mesures de l'Occupation nord-américaine invite à "dresser le tableau du soutien réciproque" que les forces politiques contestataires s'octroyaient des deux côtés de la frontière tout au cours de cette période³⁵. Beaucoup plus tard, durant la crise 1986-1994, l'appui ouvert du gouvernement dominicain aux militaires et à tous les secteurs opposés au mouvement populaire, a constitué un important obstacle au développement du combat démocratique. A l'inverse, au cours de ces mêmes années, des groupes de plus en plus nombreux de la société civile dominicaine manifestent activement leur solidarité avec la lutte populaire pour le changement en Haïti.

Mais le fait marquant dans ces deux dernières situations de grandes crises, est l'inexistence de la victoire d'une coalition anti-populaire. En 1906-1915, une telle alliance ne s'est même pas concrétisée. Cela peut surtout s'expliquer par le caractère même de la mobilisation populaire, qui, à ce moment-là, ne constituait pas en tant

³³. Nicolasco S., *Commentaires sur l'histoire de J. Price Mars*, Editora del Caribe, Ciudad Trujillo, 1956, pp. 31-32 ; sur la collusion des hommes politiques avec les puissances étrangères lors de la crise 1867-1870, on peut voir aussi Dr. Dalecour F., *op. cit.*, p. 74.

³⁴. Voir les textes respectifs de Juan Isidro Jimenes Grullón et de Bosh Juan dans *Duarte en la Historiografía Dominicana*, Vol. III, Colección y notas : Dr. Tena Reyes Jorge, Editora Taller, Santo Domingo, R.D., 1994, pp. 685-701 et pp. 719-726.

³⁵. Gaillard R., *Les Cents jours de Rosalvo Bobo ou une mise à mort politique 1914-1915*, Presses Nationales, 1973, p. 39 ; voir aussi Desquiron J., *op. cit.*, Tomes I et III.

que telle, une menace directe de prise du pouvoir. Tandis qu'en 1986-1994 la coalition anti-populaire se constitue progressivement autour des militaires et parvient même à renverser le nouveau cours démocratique entre 1991 et 1994. Cependant, malgré cette victoire, elle est restée isolée, disposant de ce fait d'une très faible capacité de gouvernement. Le coup d'Etat de septembre 1991 introduit plutôt une crise dans la gestion de la grande crise. La coalition anti-populaire se révèle ainsi incapable d'assurer une solution à l'ensemble du mouvement de contestation socio-politique. Comme d'ailleurs en 1915, la sortie n'a pu être opérée que grâce à l'intervention armée étrangère. Mais là s'arrête le rapprochement. En 1915, la coalition anti-populaire se constitue après l'arrivée des troupes nord-américaines pour appuyer l'occupation et combattre la résistance populaire. En 1994, la coalition anti-populaire est défaite par les troupes étrangères et se rétablit ainsi le pouvoir démocratique avec l'appui du mouvement populaire.

L'affrontement violent à grande échelle

L'efficacité des alliances des classes dominantes a constitué jusqu'ici, comme nous l'avons vu, une condition indispensable à la matérialisation des sorties endogènes de nos grandes crises. Quoique concernant un spectre limité de la société, la constitution de ces alliances n'en résulte pas moins d'un jeu complexe d'intérêts de diverses fractions politiques et sociales livrant une lutte acharnée et variée contre les différentes poussées de la mobilisation populaire. En règle générale, le succès de ces coalitions conservatrices a dépendu en grande partie de leur capacité d'élargissement, ainsi que de leur possibilité d'aboutir à une alternative politique praticable et provisoire acceptée par tous les secteurs qui les composent. L'obtention de tels résultats implique naturellement la mise en œuvre de plusieurs mesures, dont en tout premier lieu l'utilisation de la violence à grande échelle.

Pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'à l'Occupation nord-américaine de 1915, l'affrontement armé représente itérativement pour

toutes les couches sociales un des principaux moyens pour à la fois contester et défendre le système en place.

Du point de vue du problème qui nous intéresse, tant en 1844-1848 qu'en 1867-1870, le mouvement populaire a surtout été vaincu par la force des armes. Certes l'intensité, l'extension et la généralisation des combats militaires ont été beaucoup plus marquantes au cours du second de ces deux moments de grande crise. La guerre civile ne s'est pas limitée comme antérieurement à une seule région du pays. Des foyers de lutte existaient dans presque toutes les provinces. En même temps une sévère répression anti-populaire a toujours accompagné les victoires des partisans du rétablissement de l'ordre. De mars à août 1846, après la mort d'Acaau, des opérations systématiques de nettoyage ont été menées dans une vaste zone du Sud contre les paysans insurgés³⁶. De même, Salnave fusillé et son régime déchu, des tribunaux d'exception fonctionnent sans répit sur toute l'étendue du territoire pendant les deux premiers mois de 1870, envoyant sommairement à la mort des centaines de militants du mouvement populaire³⁷.

Dans les deux grandes crises de 1908-1915 et 1986-1994, la répression anti-populaire est également présente. En ce qui concerne la première, il a fallu cinq années de guerre et d'actes de violence conduites par l'armée étrangère et ses supplétifs (1915-1920) pour aboutir à l'annihilation de la mobilisation paysanne des cacos, au prix de milliers de morts et faciliter ainsi l'implantation de la domination nord-américaine. Tandis qu'au contraire le massacre encore une fois de milliers de citoyens lors du coup d'état de septembre 1991 et le terrorisme d'État mis en vigueur depuis lors jusqu'en 1994, n'ont pourtant pas permis aux groupes dominants d'avoir raison du mouvement populaire et conséquemment de conserver le pouvoir usurpé.

³⁶. Robin E., *Abrégé de l'Histoire d'Haïti*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'auteur, 1878.

³⁷. Corvington G., *Port-au-Prince au cours des ans. La métropole haïtienne du XIX^e siècle, 1804-1888*, Imprimerie Deschamps, 1974, pp. 187-188 ; voir aussi Georges Adam, *op. cit.*, pp. 205-207.

Des réformes et du maintien de la continuité

Malgré son poids dans l'arsenal des moyens utilisés, la violence seule ne suffit pas. D'autres procédés se révèlent aussi d'une remarquable efficacité pour assurer une sortie de crise favorable aux groupes sociaux dominants. En effet, outre les classiques manœuvres de division et de récupération de certains leaders des mouvements populaires, il s'agit en même temps d'opérer quelques légères réformes, tout en veillant à assurer avant tout la continuité des éléments substantiels de la formation économique et sociale.

Dès l'accession de Philippe Guerrier à la présidence en 1844, les premières démarches sont entreprises pour casser l'unité de la rébellion paysanne. En ce sens, une délégation est spécialement envoyée dans le Sud avec l'objectif de saper l'influence d'Acaau sur ses principaux collaborateurs et d'autres membres de l'insurrection. Comme résultat de cette initiative, certains de ses lieutenants commencent à se séparer de lui. Jeannot Moline et Antoine Pierre de leur côté gèlent leur belligérance et reconnaissent l'autorité du nouveau chef de l'État³⁸. Cette politique de division-affaiblissement sera appliquée même après la mort d'Acaau. Elle prendra encore plus d'ampleur lors de la crise 1867-1870 car elle parviendra à opposer entre eux d'importants secteurs des couches populaires : paysans contre paysans, populations pauvres des villes s'affrontant aux habitants mobilisés des campagnes.

La mise en pratique de cette politique, incluant parfois la récupération de certains partisans notoires des mouvements d'intense contestation sociale s'accompagne aussi de l'octroi de concessions plus ou moins importantes et de la réalisation de quelques réformes. Mais tout cela s'opère dans le cadre de la préservation de l'essence archaïque du système de société, tant du point de vue économique que politique et social. Ici intervient également un autre élément fondamental : le poids des habitus. Ainsi, les sorties de crise en 1848 et 1870, comme d'ailleurs en 1915 malgré les changements qu'elles ont pu provoquer dans l'immédiat n'ont débouché en définitive, après un

³⁸. Madiou Thomas, *Histoire d'Haïti, 1843-1846*, Tome VIII, Editions Henri Deschamps.

temps peu long, que sur de simples replâtrages. La continuité à chaque fois finit par reprendre le dessus.

En 1848, avec Soulouque à la direction du pouvoir d'État, il se produit un véritable renouvellement-élargissement du personnel politique. De nombreux anciens chefs du mouvement populaire accèdent à des postes importants dans le gouvernement. De plus l'instauration du régime impérial entre 1849 et 1859 permet de conférer titres et prestige aux récents bénéficiaires du pouvoir ainsi que d'établir les bases objectives d'une distance sociale entre ces derniers et leurs milieux respectifs d'origine. Ce sont autant d'éléments qui, embranchés à l'avènement d'un long cycle économique d'expansion, ont contribué à cette stabilité politique maintenue jusque vers 1865-1867. De même, la résurgence du courant libéral, sa présence remarquable au Parlement dont d'ailleurs le poids augmente considérablement dans la gestion des affaires de l'État, tout cela imprègne pendant quelques années d'un nouveau contenu la vie politique à la sortie de la grande crise 1867-1870. Enfin, l'élimination des méthodes traditionnelles de violence pour la prise du pouvoir, la modernisation de l'Administration publique, la mise en train de certains services publics et l'assujettissement des principales branches de l'activité économique par les monopoles impérialistes, constituent indubitablement des orientations novatrices dans la politique de sortie de crise mise en application après 1915.

Pourtant ces changements sont pour la plupart passagers et quand ils se révèlent durables, ils demeurent en général superficiels et ne parviennent véritablement pas à faire reculer l'archaïsme politique. C'est surtout pour comprendre cette situation qu'il faut tenir compte de l'efficacité des *habitus* dans la conservation du système. Modèles politiques de pratiques, comportements, modes de pensée, trajectoires sociales, profondément incorporés aux individus, ces *habitus* sont naturellement des produits historiques. S'ils n'empêchent pas, dans les périodes d'effervescence collective, de prendre des initiatives créatrices pour le changement social, ils représentent pourtant, dans les moments d'apaisement ou de reflux, un puissant facteur de

reproduction du système³⁹. A ce compte, ont fini par triompher les pratiques découlant de l'autocratie présidentielle, des méthodes d'enrichissement rapide à partir des grandes fonctions de l'État, ainsi que de l'autoritarisme et l'arbitraire qui percent à travers les manières d'agir de la quasi-totalité des principaux fonctionnaires de l'État, tant au niveau local que régional ou national.

Limités fondamentalement à une seule sphère, les changements opérés en relation avec les politiques respectivement mises en vigueur après 1848, 1870 et 1915 pour conforter les processus de sortie de crise, n'ont pas affecté outre mesure le système politique national. En réalité, après chacune des importantes vagues contestataires, toujours accompagnées d'ailleurs d'un considérable affaiblissement du pouvoir central, l'un des premiers objectifs de ces diverses politiques a constamment été de renforcer ou au mieux de moderniser l'appareil d'État pour assurer durablement le retour à l'ordre ; en d'autres termes pour réaménager “ un compromis entre des forces pour et des forces contre ”⁴⁰. Mais, dans le cadre des défaites successives de ces grandes mobilisations populaires, il n'a jamais pu être question d'une prise en charge effective de la matérialisation des profondes aspirations des secteurs déshérités de la population. Les mesures prises par Soulouque pour établir le contrôle de l'État sur le commerce du café ont beaucoup plus servi à l'acquisition de scandaleuses fortunes tant par des fonctionnaires que par des commerçants, au lieu de bénéficier aux cultivateurs⁴¹. La fixation d'un maximum pour les prix des marchandises de première nécessité et l'organisation de magasins d'État pour combattre la vie chère sous Salnave n'ont pas survécu au gouvernement de ce dernier⁴². La réelle satisfaction des revendications populaires a donc toujours été la grande absente dans les activités

³⁹. Bourdieu P., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, les Editions de minuit, 1979. Voir également Dobry M., *Sociologia de las crisis políticas*, Siglo XXI, Madrid, 1988, pp. 220 et sq.

⁴⁰. Braudel F., *Civilisation matérielle économie et capitalisme xv^e-xviii^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1979, Tome II, p. 4650 (souligné dans le texte).

⁴¹. Doubout J. J., *op. cit.*

⁴². Georges Adam A., *op. cit.* p. 141 et p. 171 ; voir aussi Joachim B., *op. cit.*, p. 212.

étatiques consécutives à ces moments de fortes commotions sociales. Or, comme nous le signale Pierre Rosanvallon, rappelant d'ailleurs Marx, "la démocratie moderne doit consister en une réincorporation de l'essentialité sociale dans la politique"⁴³. Ce constat, valable tant pour le XIX^e que pour le XX^e siècle, nous conduit alors à l'une des questions capitales de l'actuelle sortie de crise.

CONCLUSION

Nous avons essentiellement considéré dans ce texte les grandes crises caractérisées à la fois par une intense mobilisation populaire et une brusque accélération de la détérioration des conditions de vie des classes laborieuses dans le cadre d'une profonde instabilité politique et d'extrême affaiblissement de l'État. Le populaire, à travers ses luttes, ses revendications, ses espoirs, ses succès partiels et ses défaites, se retrouve au cœur des politiques de sortie de crise qui, hier comme aujourd'hui ont toutes visé un objectif principal : maîtriser l'irruption momentanée des masses travailleuses sur la scène politique.

Mais tout cela ne veut pas dire que la poussée des catégories sociales ouvrières et/ou paysannes, ainsi que des populations marginales des villes, particulièrement de la capitale, se manifeste seulement dans les moments de grande crise. Dans les conjonctures de 1930, 1946 et 1956, l'activité politique des couches populaires se fait remarquablement sentir et pèse significativement dans le déroulement des événements. Les luttes sociales en 1929-1932, l'explosion revendicative prolétarienne en 1946-1948, accompagnée de l'apparition au grand jour de partis se réclamant ouvertement du mouvement ouvrier, l'acuité des luttes pour la succession présidentielle en 1956-1957 avec le décisif appui du rouleau compresseur⁴⁴ à Daniel

⁴³. Rosanvallon P., "Citoyenneté, politique et citoyenneté sociale au XIX^e siècle", *Le mouvement social*, n° 171, Avril - juin 1995, pp. 9-30.

⁴⁴. Le terme est apparu en 1946 pour qualifier depuis lors les grandes manifestations en faveur de Fignolé.

Fig nolé⁴⁵, tout cela témoigne également de la présence du populaire au cours de ces divers moments.

De manière générale, dans toutes ces crises, quelle que soit d'ailleurs leur nature, les mêmes méthodes sont pratiquement utilisées. Avant tout, il s'agit de mater la vague de protestation sociale. La répression, à plus ou moins grande échelle, joue en ce sens un rôle clé. Ensuite des mesures sont prises pour colmater les brèches provoquées par les mouvements populaires et assurer ainsi la continuité du système à travers quelques changements limités. Entre l'une ou l'autre de ces sorties de crise, toute la différence réside alors dans le degré de variation des distinctes capacités du système politique pour affronter la complexité des situations créées au cours de chacun de ces moments spécifiques. A ce compte, une démarcation très nette peut être établie entre le XIX^e et le XX^e siècle à propos particulièrement des grandes crises.

En effet, en 1843-1848 et en 1867-1879, les classes dominantes locales disposent encore des moyens leur permettant de résoudre par elles-mêmes la sortie de crise. La coalition anti-populaire fonctionne efficacement et détermine elle-même, sous sa direction, l'issue de la crise. Les interférences des puissances et Etats étrangers, une donnée constante dans tous nos conflits politiques, demeurent donc limitées. Une situation tout à fait contraire se présente en 1908-1915 et 1986-1994. Dans la première occurrence la coalition anti-populaire n'arrive même pas à se constituer. Dans la seconde elle est vaincue et perd le pouvoir qu'elle avait pris d'assaut. L'intervention militaire étrangère joue dans les deux circonstances le rôle décisif dans la sortie de crise. Et dans une grande mesure, l'influence des groupes d'intérêts étrangers, se manifestant de façon marquante avant et au cours du déroulement de la crise, représente en elle-même un obstacle à la constitution d'une solide alliance anti-populaire.

⁴⁵. *Le pouvoir noir en Haïti*, V & R éditeurs - CIDHICA, 1988, Québec ; Doubout et Joly, *Notes sur le développement du mouvement syndical en Haïti*, Abécé, 1974, Hector M., *Syndicalisme et socialisme*, Imprimerie Deschamps, 1989 ; du même auteur : *Haïti, la lucha por la democracia*, UAP, Mexico, 1986 ; "Charisme et mouvements populaires, XIX^e-XX^e siècle", *Revue de la société Haïtienne d'Histoire et de Géographie*, n° 179-180, Mars - juin 1994, pp. 7-74.

C'est ainsi par exemple qu'en 1986-1994 les classes dominantes pour la première fois, ne sont pas parvenues à vaincre le mouvement populaire. La réimposition en octobre 1994 de la victoire du 16 décembre 1990 ouvre des possibilités nouvelles pour une autre politique de sortie de crise. Avec l'échec de celle appliquée depuis 1986, sous la houlette des militaires, c'est tout un héritage et toute une méthodologie politiques qui sont remis en question. Des pistes neuves doivent être explorées, sans dogmatisme, mais aussi sans aucun pragmatisme dépourvu de perspective. Plus que jamais, il faut une réflexion plurielle et des débats ouverts accompagnant l'engagement pour une véritable transformation des divers champs de la vie sociale.

Février 1996

Résumé

Haïti a connu quatre grandes crises systémiques (1843-1848, 1867-1870, 1908-1915, 1986-1994). Caractérisées par une forte mobilisation populaire, la détérioration des conditions de vie et l'affaiblissement du régime politique, elles n'ont pas produit de solutions politiques favorables au peuple. Elles ont révélé l'étanchéité des barrières sociales et l'absence d'une culture politique du compromis. En dépit d'une mise en cause de l'ensemble du système par ces crises, la coalition des classes dominantes a réussi à mettre en échec toutes les perspectives d'alliance populaire ; constituant ainsi une modalité de sortie de crise.

Mots-clés

Classes sociales - Crise -
Formation nationale - Mobilisation -
Régime politique.

Abstract

Haiti has been through four major systemic crises, (1843-1848, 1867-1870, 1908-1915, 1986-1994) whose distinctive features, (strong participation of the people, deteriorating life conditions, and a weakened political regime), have not brought about any solution politically favorable to the people. They have revealed the yawning gap between the haves and the have-nots, as well as a political culture lacking the sense of compromise. Notwithstanding the fact that the system as a whole has been called into question by the crisis, the ruling classes have managed through their coalition to keep all popular alliances at bay, thus offering a possible scenario out of the crisis.

Keys-words

*Crisis - Formation of the nation -
Mobilisation - Political regime - Social
classes.*